



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT,
DE LA DÉCENTRALISATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

FAITS ET
CHIFFRES

Fonction publique

Tableau de synthèse 2012



RAPPORT ANNUEL

Tableau de synthèse 2012

Ce tableau replace l'emploi public dans l'ensemble des effectifs salariés. Il permet également de préciser les contours des trois versants de la fonction publique : la fonction publique de l'État, la fonction publique territoriale et la fonction publique hospitalière. Au 31 décembre 2010, le nombre de personnes rémunérées par des administrations, ou des établissements publics administratifs dans lesquels le recrutement de droit commun de l'agent relève du droit public, s'élève à 5,38 millions (Métropole et DOM), en comptant les bénéficiaires d'un emploi aidé. Hors emplois aidés, 5,23 millions d'agents travaillent dans la fonction publique en métropole et dans les DOM.

Présentation du tableau de synthèse

Le champ géographique retenu est celui de la métropole et des départements d'outre-mer (DOM), ce qui permet d'évaluer de manière homogène la part de l'emploi public dans l'ensemble de l'emploi salarié.

Le tableau classe chaque employeur en fonction de trois caractéristiques : son statut juridique, sa nature économique et le statut de recrutement de droit commun de ses salariés.

Ce classement s'opère de la façon suivante :

- en ligne, les employeurs sont ventilés en fonction de leur statut juridique selon la codification Sirène de l'Insee, qui repose sur les critères juridiques du droit administratif et du droit des sociétés ;
- en colonne, les employeurs sont d'abord classés en fonction de leur nature économique (appartenance ou non au champ des administrations publiques selon les comptes nationaux) : d'un côté (trois colonnes de gauche), les employeurs non marchands, de l'autre côté (trois colonnes de droite), les employeurs marchands. Au sein de chacun de ces deux secteurs, les employeurs sont classés en fonction du statut de droit commun de leurs salariés (droit public, droit privé ou droit particulier).

Le tableau de synthèse permet d'estimer l'importance de l'emploi public, au 31 décembre 2010, selon différents concepts :

- **dans une approche juridique**, le nombre de personnes dépendant d'administrations ou d'établissements publics administratifs dans lesquels le recrutement de droit commun de l'agent relève du statut général de la fonction publique s'élève à 5,37 millions (en comptant les 142 700 emplois aidés), soit 20,0 % des salariés de la métropole et DOM.
- **dans une approche économique**, le nombre de personnes travaillant à titre principal dans des « administrations publiques » (administrations, organismes publics et organismes privés financés majoritairement par prélèvements obligatoires) s'élève à 6,04 millions, ce qui représente 22,5 % des salariés de la métropole et des DOM.

Évolution des effectifs entre le 31 décembre 2009 et le 31 décembre 2010

Fin 2010, la fonction publique (hors emplois aidés), tous versants confondus, emploie 5 000 agents de moins que fin 2009 (soit -0,1 %), confirmant ainsi la quasi-stabilisation observée depuis fin 2007.

Dans le même temps, dans le contexte de lutte contre la crise économique, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés augmente de nouveau en 2010 (+12,7 %, soit +16 100 agents) après avoir déjà fortement progressé en 2009 (+30,1 %). Ainsi, emplois aidés compris, l'évolution des effectifs de l'emploi public enregistre une hausse de 0,2 % en 2010. Entre 2009 et 2010, l'emploi total, privé compris, a, quant à lui, progressé de 0,5 %, sans que cette hausse ne compense les baisses enregistrées en 2008 (-0,5 %) et 2009 (-0,8 %).

Les effectifs des ministères (hors emplois aidés) continuent de baisser (-5,2 % en 2010, -3,7 % en 2009, après -4,0 % en 2008, -3,5 % en 2007, -1,8 % en 2006 et -0,7 % en 2005). Cette baisse s'explique, d'une part, par le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux et, d'autre part, par des transferts de personnels. L'élargissement, depuis le 1^{er} janvier 2009, des responsabilités et compétences en matière budgétaire et des ressources humaines de 51 universités sur 83 et la mise en place des Agences régionales de santé (ARS) ont conduit à d'importants transferts de personnels du budget de l'État vers celui des établissements publics. Les transferts des personnels de l'État vers les collectivités territoriales (dans le cadre de la loi de 2004 relative aux libertés et responsabilités locales) se poursuivent également en 2010, mais à un rythme nettement plus ralenti depuis 2009.

Les effectifs des collectivités territoriales (hors emplois aidés) (régions, départements, communes) diminuent légèrement en 2010 (-0,4 % hors emplois aidés, après +1,5 % en 2009). La baisse la plus forte concerne les communes (-0,8 %). Les évolutions concernant les effectifs des communes des établissements communaux et intercommunaux doivent toutefois être interprétées avec précaution, compte tenu de probables modifications dans le mode de déclaration des collectivités (regroupements notamment), en relation avec la mise en place de structures intercommunales.

Les effectifs des établissements publics administratifs nationaux et locaux (hors emplois aidés) augmentent, quant à eux, de 5,6 % au cours de l'année 2010. Parmi cette catégorie d'établissements, les effectifs de la fonction publique hospitalière continuent d'augmenter en 2010 (+1,3 % en 2010, après +1,0 % en 2009).

La fonction publique dans l'économie nationale : classement des employeurs (situation au 31 décembre 2010)

| Statut juridique de l'employeur | | | Administrations publiques ou services non marchands | | | Hors administrations publiques - Services marchands | | |
|---------------------------------|--|---------------------------------|--|--|---|--|--|--|
| | | | Statut de recrutement de droit commun de l'agent | | | Statut de recrutement de droit commun de l'agent | | |
| Ligne | Intitulé | Code catégorie juridique Sirene | Colonne | | | Colonne | | |
| | | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 |
| | | | Droit public | Droit public particulier | Droit privé | Droit public | Droit privé à statut | Droit privé |
| 1 | Administration de l'État | 71 hors 7111 et 7112 | Ministères | | | | | |
| | | 7111 | Autorités constitutionnelles | | | | | |
| | | 7112 | Autorités administratives indépendantes | | | | | |
| 2 | Collectivités territoriales | 72 | Régions, départements, communes | | | | | |
| 3 | Établissements publics administratifs | 73 | ÉPA nationaux : Pôle Emploi, Crous, CNRS, INRA, Inserm, France Agrimer ⁽¹⁾ , EPLE, ÉPA des collectivités territoriales, hôpitaux publics, étab. médico-sociaux, Agences régionales de santé, etc. | Organismes consulaires, associations syndicales autorisées, associations foncières urbaines ou de remembrement | Caisses nationales du régime général de Sécurité sociale | OPH, Caisses de crédit municip., maisons de retraite publiques, divers ÉPA locaux marchands, Institut jeunes aveugles/sourds, Hôpital Quinze-Vingts, Caisse des dépôts et consignations ⁽¹⁾ | | |
| 4 | Organismes publics administratifs | 74 | | GIP non marchands, groupements de coopération sanitaire, agences dép. d'insertion | IGSA, Institut franco-allemand St Louis etc. | Cercles et foyers des armées | | Cultes d'Alsace-Lorraine |
| 5 | Personnes morales de droit public soumises au droit commercial | 4 | | | Ademe, BRGM, CEA, Charbon. de France, Cirad, CNES, Onera, INA, IFP Energie nouvelle, Opéra national de Paris, Réunion musées nationaux, offices de tourisme, etc. | Office national des forêts | RATP, SNCF Banque de France | Étab. français du sang, grands ports maritimes UGAP, AFD OPAC/OPH ÉPIC locaux et régies |
| 6 | Personnes physiques, sociétés commerciales | 1,2,3,5,6 (hors 32) | | | Safer | | La Poste EDF, GDF Aéroports de Paris | dont Air France, France Télécom, France Télévision, DCNS, GIAT Industries-Nexter, Imprimerie nationale |
| 7 | Organismes privés spécialisés et groupements de droit privé | 8,9 | | | Organismes de protection sociale enseignement privé sous contrat hôpitaux à but non lucratif associations ODAC associations ODAL | | | Mutuelles, comités d'entrep. organismes professionnels syndicats de propriétaires associations et fondations non à financ. public maj. |

Légende

 Fonction publique

(1) Offices agricoles (EPIC) intégrés dans France Agrimer en 2009 (ÉPA)

(2) Caisse des dépôts et consignations : assimilée à ÉPA, mais relevant de codification Sirene 74 (Autres personnes morales de droit administratif).

Définition des lignes et des colonnes du tableau

La ligne 1 correspond à l'administration de l'État et se décompose elle-même en trois niveaux : **les ministères** (administration centrale et services déconcentrés de l'État, y compris la Défense), les **autorités constitutionnelles et les autorités administratives indépendantes**.

La ligne 2 correspond aux **collectivités territoriales** au sens strict : régions, départements et communes (depuis l'édition du RA 2010-2011, les effectifs de la préfecture de Police de Paris ne sont plus décomptés avec les effectifs des départements, mais avec ceux des services déconcentrés des ministères).

La ligne 3 correspond aux **établissements publics administratifs (ÉPA) et autres organismes publics administratifs**.

Les ÉPA placés en colonne 1 correspondent à la situation la plus courante : caractère non marchand et statut de recrutement de droit public : Pôle emploi, Crous, CNRS, personnel propre des universités, ÉPA locaux (CCAS, communautés urbaines, etc.), hôpitaux publics, etc.

Les personnels des organismes consulaires (chambres d'agriculture, de commerce et d'industrie, des métiers) relevant d'un droit public particulier figurent en colonne 2 et ceux des caisses nationales de la Sécurité sociale et du centre d'études supérieures de la Sécurité sociale relevant du droit privé figurent en colonne 3.

Les ÉPA produisant des services marchands tout en recrutant des personnels relevant du statut général de la fonction publique apparaissent en colonne 4 : Caisse des dépôts et consignations, offices publics de HLM, maisons de retraite publiques.

La ligne 4 correspond aux personnes morales de droit public hors établissements publics à caractère administratif (groupement d'intérêt public notamment, incluant les agences régionales de santé)

La ligne 5 correspond aux personnes morales de droit public soumises au droit commercial (ÉPIC et Banque de France).

En 2009, les organismes d'intervention sur les marchés agricoles (ONIGC : Office national interprofessionnel des grandes cultures, notamment), constitués en ÉPIC à recrutement de droit public jusqu'en 2008 ont été intégrés dans l'ÉPA France Agrimer.

Les ÉPIC nationaux non marchands du domaine de la recherche et de la culture, à recrutement de droit privé, sont en colonne 3 : CEA, CNES, Onera, Opéra national de Paris, Réunion des musées nationaux, etc. Parmi les ÉPIC marchands, l'Office national des forêts est classé en colonne 4.

Les ÉPIC nationaux marchands, qui sont des entreprises à statut (RATP, SNCF), sont en colonne 5, ainsi que la Banque de France. Les autres ÉPIC sont en colonne 6 : OPAC/OPH, ÉPIC locaux et régies notamment.

La ligne 6 correspond aux **personnes physiques et sociétés commerciales (dont La Poste)**.

La ligne 7 correspond aux **organismes privés spécialisés et groupements de droit privé**.

2 L'emploi public ⁽¹⁾ selon différents concepts au 31 décembre 2010 en France (Métropole + DOM)

| | Effectifs des « administrations publiques » Colonnes 1+2+3 | Effectifs de droit public Colonnes 1+4 | Effectifs de la fonction publique métropole et DOM Colonnes 1+ 4 et lignes 1+2+3 ⁽²⁾ |
|-------------------------------------|---|--|--|
| Total y compris emplois aidés | 6 040 700 | 5 381 200 | 5 371 700 |
| Total hors emplois aidés | | | 5 229 000 |

Sources : Insee ; Drees. Traitement Insee et DGAFP, département des études et des statistiques.

(1) Voir l'encadré 1 de la Vue 1.1 du *Rapport annuel sur l'état de la fonction publique - édition 2012* : « L'évolution des sources d'information utilisées pour le suivi statistique de l'emploi et des salaires dans la fonction publique », en particulier sur la restriction du champ à la France (Métropole + DOM), hors COM et étranger.

(2) Cet effectif comprend les agents dont l'employeur principal est une autorité constitutionnelle (800 personnes) ou une autorité administrative indépendante (1 300 personnes). Les chiffres sont arrondis à la centaine. Le total et les évolutions sont calculés sur les données initiales.

Ventilation des effectifs salariés au 31 décembre 2010 en France (Métropole + DOM), salariés à titre principal

| Statut juridique de l'employeur | | | Administrations publiques ou services non marchands | | | Hors administrations publiques - Services marchands | | | TOTAL |
|---------------------------------|--|---------------------------------|--|--------------------------|---|---|--|---------------------------|--|
| | | | Statut de recrutement de droit commun de l'agent | | | Statut de recrutement de droit commun de l'agent | | | |
| Ligne | Intitulé | Code catégorie juridique Sirene | Colonne | | | Colonne | | | |
| | | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | |
| | | | Droit public | Droit public particulier | Droit privé | Droit public | Droit privé à statut | Droit privé | |
| 1 | Administration de l'État | 71 hors 7111 et 7112 | TOTAL hors AID 1 886 900 TOTAL avec AID 1 888 900 | | | | | | TOTAL hors AID 1 886 900 TOTAL avec AID 1 888 900 |
| | Autorités constitutionnelles (1) | 7111 | TOTAL hors AID 800 TOTAL avec AID 800 | | | | | | TOTAL hors AID 800 TOTAL avec AID 800 |
| | Autorités administratives indépendantes (1) | 7112 | TOTAL hors AID 1 300 TOTAL avec AID 1 300 | | | | | | TOTAL hors AID 1 300 TOTAL avec AID 1 300 |
| 2 | Collectivités territoriales | 72 | TOTAL hors AID 1 377 200 TOTAL avec AID 1 425 900 | | | | | | TOTAL hors AID 1 377 200 TOTAL avec AID 1 425 900 |
| 3 | Établissements publics administratifs | 73 | TOTAL hors AID 1 882 100 TOTAL avec AID 1 969 000 | TOTAL avec AID 43 700 | TOTAL avec AID 15 000 | TOTAL hors AID 80 700 TOTAL avec AID 85 700 | | | TOTAL avec AID 2 113 400 |
| 4 | Autres organismes soumis au droit administratif | 74 | | TOTAL avec AID 8 000 | TOTAL avec AID 1 400 | TOTAL avec AID 200 | | TOTAL avec AID 400 | TOTAL avec AID 9 900 |
| 5 | Personnes morales de droit public soumises au droit commercial | 4 | | | TOTAL avec AID 44 800 | TOTAL avec AID 9 400 | TOTAL avec AID 218 200 | TOTAL avec AID 85 800 | TOTAL avec AID 358 300 |
| 6 | Personnes physiques, sociétés commerciales | 1,2,3,5,6 (hors 32) | | | TOTAL avec AID 900 | | TOTAL avec AID 366 800 dont la Poste (2) | TOTAL avec AID 16 097 300 | TOTAL avec AID 16 465 000 |
| 7 | Organismes privés spécialisés et groupements de droit privé | 8,9 | | | TOTAL avec AID 640 900 dont Enseignants du privé sous contrat (2) | | | TOTAL avec AID 1 471 800 | TOTAL avec AID 2 112 600 |
| TOTAL | | | TOTAL avec AID 5 285 900 | TOTAL avec AID 51 700 | TOTAL avec AID 703 100 | TOTAL avec AID 95 300 | TOTAL avec AID 585 000 | TOTAL avec AID 17 655 200 | TOTAL avec AID 24 376 100 |

Sources : Insee ; Drees. Traitement Insee et DGAFP, département des études et des statistiques.

Voir encadré 1 de la Vue 1.1 du Rapport annuel sur l'état de la fonction publique - édition 2012 : «L'évolution des sources d'information utilisées pour le suivi statistique de l'emploi et des salaires dans la fonction publique», en particulier sur la restriction du champ à la France (Métropole + DOM), hors COM et étranger.

Les chiffres sont arrondis à la centaine. Le total et les évolutions sont calculés sur les données initiales.

AID : emplois aidés.

(1) Sont comptabilisés ici les seuls agents dont l'employeur principal est une autorité constitutionnelle ou une autorité administrative indépendante. Les autres sont en emploi principal dans une autre administration.

(2) Enseignants de l'enseignement privé sous contrat : 142 400.

(3) La Poste : 246 500.

Évolution des effectifs salariés entre le 31 décembre 2009 et le 31 décembre 2010 en France (Métropole + DOM), salariés à titre principal

| Statut juridique de l'employeur | | | Administrations publiques - Services non marchands | | | Hors administrations publiques - Services marchands | | | TOTAL | | | |
|---------------------------------|--|---------------------------------|--|--|-------------------------------------|---|-------------------------------------|-------------------------------------|--|--|-------------------------------------|----------------------------------|
| | | | Statut de recrutement de droit commun de l'agent | | | Statut de recrutement de droit commun de l'agent | | | | | | |
| Ligne | Intitulé | Code catégorie juridique Sirene | Colonne | | | Colonne | | | | | | |
| | | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | | | | |
| | | | Droit public | Droit public particulier | Droit privé | Droit public | Droit privé à statut | Droit privé | | | | |
| 1 | Administration de l'État (ministères) | 71 hors 7111 et 7112 | Eff 2010 Eff 2009 Evol hors AID Evol yc AID | 1 888 900 1 990 100 -5,1% -5,0% | | | | | Eff 2010 Eff 2009 Evol hors AID Evol yc AID | 1 888 900 1 990 100 -5,1% -5,0% | | |
| | Autorités constitutionnelle | 7111 | Eff 2010 Eff 2009 Evol hors AID Evol yc AID | 800 700 11,0% 11,0% | | | | | Eff 2010 Eff 2009 Evol hors AID Evol yc AID | 800 700 11,0% 11,0% | | |
| | Autorités administratives indépendantes | 7112 | Eff 2010 Eff 2009 Evol hors AID Evol yc AID | 1 300 1 300 -1,7% -1,7% | | | | | Eff 2010 Eff 2009 Evol hors AID Evol yc AID | 1 300 1 300 -1,7% -1,7% | | |
| 2 | Collectivités territoriales | 72 | Eff 2010 Eff 2009 Evol hors AID Evol yc AID | 1 425 900 1 421 200 -0,4% 0,3% | | | | | Eff 2010 Eff 2009 Evol hors AID Evol yc AID | 1 425 900 1 421 200 -0,4% 0,3% | | |
| 3 | Établissements publics administratifs | 73 | Eff 2010 Eff 2009 Evol hors AID Evol yc AID | 1 969 000 1 863 500 5,6% 5,5% | Eff 2010 Eff 2009 Evol yc AID | 43 700 44 900 -2,8% | Eff 2010 Eff 2009 Evol yc AID | 15 000 15 200 -1,0% | Eff 2010 Eff 2009 Evol hors AID Evol yc AID | 2 113 400 2 007 200 5,2% | | |
| 4 | Autres organismes soumis au droit administratif | 74 | | Eff 2010 Eff 2009 Evol yc AID | 8 000 8 000 0,3% | Eff 2010 Eff 2009 Evol yc AID | 1 400 1 500 -5,5% | Eff 2010 Eff 2009 Evol yc AID | 400 400 -8,4% | Eff 2010 Eff 2009 Evol yc AID | 9 900 10 100 -1,2% | |
| 5 | Personnes morales de droit public soumises au droit commercial | 4 | | | Eff 2010 Eff 2009 Evol yc AID | 44 800 46 800 -4,2% | Eff 2010 Eff 2009 Evol yc AID | 85 800 81 700 5,0% | Eff 2010 Eff 2009 Evol yc AID | 358 300 362 600 -1,2% | | |
| 6 | Personnes physiques, sociétés commerciales | 1,2,3,5,6 (hors 32) | | | Eff 2010 Eff 2009 Evol yc AID | 900 900 0,0% | Eff 2010 Eff 2009 Evol yc AID | 366 800 377 100 -2,7% | Eff 2010 Eff 2009 Evol yc AID | 16 465 000 16 321 900 0,8% | | |
| 7 | Organismes privés spécialisés et groupements de droit privé | 8,9 | | | Eff 2010 Eff 2009 Evol yc AID | 640 900 673 800 -2,15% | | Eff 2010 Eff 2009 Evol tot | 1 471 800 1 463 200 0,6% | Eff 2010 Eff 2009 Evol yc AID | 2 112 600 2 137 000 -0,3% | |
| TOTAL | | | Eff 2010 Eff 2009 Evol yc AID | 5 285 900 5 277 000 0,2% | Eff 2010 Eff 2009 Evol yc AID | 51 700 52 900 -2,4% | Eff 2010 Eff 2009 Evol yc AID | 703 100 738 200 -2,3% | Eff 2010 Eff 2009 Evol tot | 17 655 200 17 489 300 0,8% | Eff 2010 Eff 2009 Evol yc AID | 24 376 100 24 252 200 0,5% |

Sources : Insee ; Drees. Traitement Insee et DGAFP département des études et des statistiques.

Voir l'encadré 1 de la Vue 1.1 du Rapport annuel sur l'état de la fonction publique - édition 2012 : « L'évolution des sources d'information utilisées pour le suivi statistique de l'emploi et des salaires dans la fonction publique », en particulier sur la restriction du champ à la France (Métropole + DOM), hors COM et étranger.

AID : emplois aidés.

| | | |
|-------------------|---------------|-----------|
| Fonction publique | Eff 2010 | 5 371 700 |
| | Eff 2009 | 5 360 500 |
| | Evol hors AID | -0,1% |
| | Evol yc AID | 0,2% |

Fonction
publique
Chiffres-clés
2012

Ce produit dérivé du rapport annuel sur l'état de la fonction publique propose une synthèse des chiffres-clés de la partie Faits et chiffres.

RAPPORT ANNUEL

Le Rapport annuel sur l'état de la fonction publique présente, dans la partie « Politiques et pratiques de ressources humaines », les grands axes de gestion des ressources humaines et, dans la partie statistique « Faits et chiffres », un bilan social de la fonction publique, dont sont issues les brochures « Chiffres-clés » et « Tableau de synthèse ».

OUTILS DE LA GRH

Destinée en priorité aux gestionnaires des ressources humaines, cette collection regroupe de nombreux outils d'aide au pilotage utilisés au quotidien par les services RH. Le Répertoire interministériel des métiers de l'État (Rime), le Dictionnaire des compétences, des guides ponctuels, le kit « Démarches, outils et acteurs de la mobilité » à titre d'exemples, en font ainsi partie.

POLITIQUES D'EMPLOI PUBLIC

Les publications regroupées au sein de cette collection traitent tous les thèmes rattachés à la gestion prévisionnelle des ressources humaines, de la gestion des connaissances à celles des compétences. Elle propose également les protocoles d'accord issus des négociations avec les organisations syndicales représentatives de la fonction publique.

LES ESSENTIELS

Cette collection - destinée à un large public - rassemble sous forme de fiches ou de livrets pédagogiques, les informations concernant le recrutement, les concours, les carrières, la formation et, au sens large, tous les aspects du parcours professionnel des agents de la fonction publique.

STATISTIQUES ET RECHERCHE SUR LA FP

Cette collection est déclinée en quatre sous-collections, destinées aux décideurs, gestionnaires, statisticiens et chercheurs : « Stats rapides » présente des indicateurs et premiers résultats ; « Point Stat » livre une analyse synthétique des résultats d'enquêtes et d'études statistiques en quelques pages ; « Documents et méthodes » propose des points d'étape sur des travaux de recherche et de méthodologie ; « Études, recherche et débats » présente des analyses approfondies, aussi bien quantitatives que qualitatives.

REPÈRES DGAFP

Cette collection regroupe tous les documents, à usage interne ou externe, qui présentent et visent à faire connaître la DGAFP et ses missions.